

Difficultés de prise en compte des contre pouvoirs

| | | | |
|-------------------------------|---------------------------------|--|-----------|
| GROS SEL | | L'invitée de Grain de sel : Salimata Diarra | 4 |
| FORUM | Développement, subventions | Des subventions aux intrants stimulent la production au Malawi | 5 |
| | Riz, commercialisation | L'État au secours de la production rizicole au Burkina Faso : leurre ou réalité ? | 7 |
| | OGM | OGM, du Mali au Burkina Faso, quels enjeux ? | 9 |
| LE DOSSIER | | Les organisations interprofessionnelles, des outils pour l'avenir des filières ? | 11 |
| INITIATIVES | Organisations paysannes, riz | Une Plate-forme riz pour des concertations constructives | 27 |
| | Vidéo | Initiatives et réflexions d'acteurs autour de la vidéo pour le développement | 29 |
| MATIÈRES PREMIÈRES | | Coton : une crise de plus pour une filière qui était déjà mal en point... | 31 |
| BOÎTE À OUTILS | | Repères : Éclairage sur les agrocarburants | 32 |
| | | Kiosque | 34 |
| | | Vie du réseau | 35 |

GRAIN DE SEL SOUHAITE PARTAGER avec vous sa préoccupation relative à deux événements récents qui illustrent une dégradation des relations entre pouvoir et société civile. Au Cameroun, Bernard Njonga, président de l'Association citoyenne de défense des intérêts collectifs (Acdic), directeur des publications de *La Voix du paysan* était interpellé le 10 décembre 2008 par la police au cours d'une manifestation contre la corruption. Interrogé puis placé en détention, il devait rester enfermé 24 heures. Son crime ? Avoir dénoncé les détournements de subventions destinées aux paysans.

Au Sénégal, le CNCR s'est vu évincé de toute concertation par le ministère de l'Agriculture, pour avoir participé à des rencontres organisées par l'opposition au pouvoir et la société civile.

Si ces deux événements ne sont pas comparables sous bien des angles — l'Acdic n'est pas une OP, le Cameroun n'est pas le Sénégal, etc. — le fait qu'ils arrivent en même temps nous amène à réfléchir. Pourquoi ces raidissements des pouvoirs publics ? Plusieurs lectures sont possibles.

On pourrait y voir le fait que désormais, les acteurs qui défendent le monde rural portent une voix qui pèse. En tant que tels, ils sont de potentiels éléments perturbateurs pour le pouvoir. Leur maturité en fait des acteurs incontournables mais dérangeants que les puissants souhaitent maîtriser.

On pourrait aussi y voir une fragilité de ces mouvements, dont l'assise et les soutiens ne sont pas suffisants pour les placer hors de portée de l'ire de gouvernants n'acceptant pas la contestation. Rappelons qu'ils sont surtout porteurs d'une parole libre puisqu'elle dérange, et à ce titre qu'ils méritent d'être entendus et pris en compte dans des concertations constructives.

Une question émerge quoi qu'il en soit, celle du poids politique des paysans en Afrique et donc celle de leurs rapports avec le pouvoir. Si longtemps majorité ignorée, ils sont souvent devenus des interlocuteurs privilégiés des pouvoirs publics, C'est leur organisation toujours plus forte qui leur permettra de gagner en puissance et d'apporter une voix reconnue au sein des sociétés civiles — citoyens, consommateurs, producteurs. « *Je savais pertinemment que mon combat me conduirait un jour là où je suis* », a déclaré Bernard Njonga à sa sortie de prison. « *Mais je n'ai pas l'intention de m'arrêter. Je continuerai à défendre les petits paysans* ». Dernière minute : les choses s'arrangent officiellement au Sénégal. Mais les problèmes de fond ont-ils été traités ?